



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

CONF/PRES/SPEECH(2015)04

Discours de la Présidente, Anna Rurka, à la 125^{ème} session du Comité des Ministres, le 19 mai 2015 à Bruxelles

Mesdames, Messieurs,

J'ai choisi aujourd'hui d'évoquer le rôle des ONG dans la lutte contre l'extrémisme, et ceci pour deux raisons. Premièrement parce que le rapport sur la « situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit en Europe » établi par le Monsieur le Secrétaire Général met au centre de nos préoccupations la sécurité démocratique et deuxièmement, je me réfère à son intention d'associer la société civile à des activités prévues dans le plan d'action relatif à la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation conduisant au terrorisme.

Nous ne pouvons pas nier que l'époque actuelle soit marquée par le déclin de la liberté au titre de la sécurité. La lutte contre le terrorisme ne peut pas se faire au prix de la violation des droits de l'homme. Pour vaincre le terrorisme, les démocraties doivent au contraire devenir davantage pluralistes et se réinventer sans cesse.

La société civile souhaite avant tout être prise en compte dans le processus de gouvernance démocratique, vivre dans un contexte où la redistribution équitable des ressources et le service public de qualité sont à la portée de tous. Voilà le défi constant et toujours non atteint.

Encore hier, à la réunion que j'ai tenue avec les ONG à Bruxelles, j'ai entendu la peur de la jeunesse musulmane d'être stigmatisée et vue comme une menace à la sécurité nationale dans différents pays européens. Respectons-nous les minorités ethniques caractérisées par une identité propre, les minorités immigrées qu'on appelle aujourd'hui des nouvelles minorités ? Valorisons-nous leurs compétences, leur contribution à la culture d'accueil ? Pouvons-nous envisager des campagnes médiatiques nationales autour de ces questions ?

Si la jeunesse se radicalise, c'est parce qu'elle ne retrouve plus sa place au sein de la société. Ce sont des jeunes ordinaires qui partent pour le djihad, des jeunes qui sont à la recherche de repères et de sens, qui se sentent indignés et se révoltent contre l'injustice. Disposons-nous des espaces où ces jeunes peuvent exprimer leurs désaccords, des espaces où les conflits seraient structurants et non pas destructeurs ?

L'extrémisme qui conduit au crime de haine, précédé par le discours de haine, est un signe d'une société ou d'un pays non pluraliste. Ce n'est pas seulement la société qui se radicalise mais aussi les pouvoirs politiques. Isaac Newton a dit que les hommes construisent trop de murs et pas assez de ponts. Voilà une question ancienne que nous retrouvons encore aujourd'hui.

Les ONG apportent aux gouvernements une expertise pointue, mais sont aussi des acteurs locaux au service de la population. Une plus grande confiance de la part des pouvoirs publics dans le savoir-faire des ONG constitue une dimension importante de l'environnement favorable au transfert des compétences. Le partenariat entre le secteur public et privé non

lucratif nécessite des espaces de concertation et une prise de décision commune. La participation effective de la société civile au processus décisionnel est un facteur de succès pour tous les Etats qui se disent démocratiques.

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général, la Conférence des OING, avec ses 320 OING disposant du statut participatif, est prête à agir à vos côtés pour accroître la marge de la liberté qui se rétrécit aujourd'hui, construire des sociétés inclusives où la dignité et le respect de la singularité de chacun vont être les mots d'ordre. »

Anna Rurka